



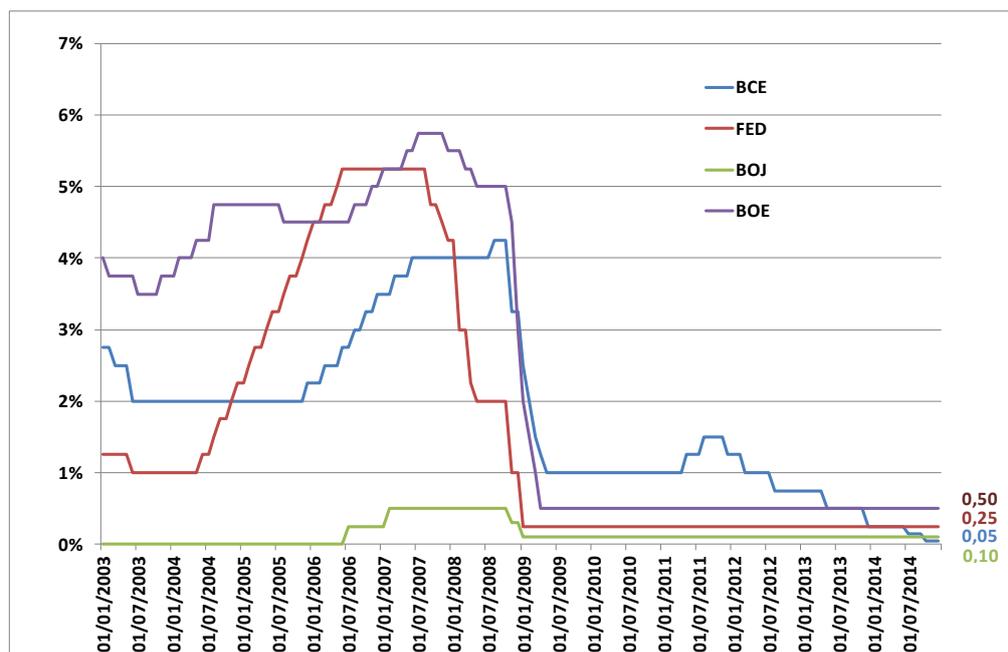
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Taux inchangés et mise en place d'outils non conventionnels

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : la hausse du chômage continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 460 900 en France métropolitaine fin octobre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin septembre 2014 (+0,8 %, soit +28 400). Sur un an, il croît de 5,5 %.

Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9% d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0 % en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7 % d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9 %) ainsi qu'en Autriche (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (25,9 % en août 2014) et en Espagne (24,0 %).

Inflation

France : baisse de l'IPC en novembre

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une stabilité le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 %. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 %, en repli par rapport à octobre (+0,5 %). Hors tabac, l'IPC croît également de 0,3 % sur un an.

Inflation en baisse en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en novembre 2014, en baisse par rapport au mois d'octobre, où il était de 0,4 %. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,1 %, contre 1,2 % en octobre), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5 %, stable par rapport à octobre), des biens industriels hors énergie (0,0 %, contre -0,1 % en octobre) et de l'énergie (-2,5 % contre -2,0 % en octobre).

Asie

Japon : récession plus importante que prévu

Le PIB a reculé de 0,5 % au troisième trimestre, après une chute de 1,7 % au trimestre précédent. Ce repli est imputable en grande partie à l'entrée en vigueur, au printemps dernier, d'une TVA à 8 %, contre 5 % auparavant.

OCDE

Rapport sur la corruption

L'organisation a analysé 427 affaires survenues depuis 15 ans et constate que « la plupart des corrupteurs et des corrompus viennent des pays riches ». L'Allemagne et la Corée du Sud arrivent respectivement en deuxième et troisième position, derrière les États-Unis. Par ailleurs, 53 % des cas de corruptions impliquent des cadres d'entreprise.

Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale:

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocde/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale_9789264226623-fr#page1

Augmentation de la pression fiscale dans les Pays de l'OCDE

Pour la quatrième année consécutive, la pression fiscale dans les pays de l'OCDE s'est accrue en 2013 pour atteindre, en moyenne, 34,1 % du PIB. La TVA représentait en 2012 près de 20 % des recettes totales. Le taux normal de TVA a atteint un niveau moyen record de 19,1 % en janvier 2014, contre 17,6 % en janvier 2009. L'Europe est au-dessus de la moyenne avec un taux normal de 21,7 %. Pour l'OCDE, il est préférable d'avoir un taux normal de TVA peu élevé avec une assiette large, et éviter de recourir à des taux réduits sur certains produits. L'organisation préconise la suppression des taux réduits qui bénéficient davantage aux plus riches.

<http://www.oecd.org/fr/presse/les-recettes-fiscales-rebondissent-apres-la-crise-mais-les-structures-fiscales-des-pays-different-fortement-selon-locde.htm>

2 – Actualité régionale

Accord de partenariat visant à améliorer l'accès à l'eau potable aux îles Kiribati

Un accord de partenariat entre le Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Union européenne (UE) et les autorités de Kiribati a été officialisé le 4 novembre 2014 en Nouvelle-Calédonie. Il vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement fiables dans l'archipel des Gilbert, aux îles Kiribati, où les ressources en eau potable sont actuellement limitées. Cet accord de près de 394 millions de F CFP (3,3 millions d'euros) permettra de financer pendant les quatre années à venir la mise en place de techniques de pompage des nappes souterraines, la construction de réseaux d'adduction, la protection des puits contre la pollution et l'amélioration des réseaux d'assainissement.

La CPS et l'UE soutiennent les exportations de produits agricoles à Tonga

Le projet « Increasing Agricultural Commodity Trade » (IACT) est une initiative régionale financée par l'UE à hauteur d'un milliard de F CFP et mise en œuvre par le Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (CPS), pour aider 42 entreprises de la région Pacifique. La société Nishi Trading, exportatrice de produits agricoles implantée à Tonga, a profité de ce soutien pour la construction d'une nouvelle station de conditionnement inaugurée le 13 novembre dernier. D'une valeur de plus de 48 millions de F CFP, l'IACT a participé au projet à hauteur de 12 millions de F CFP. Répondant aux standards internationaux, cette station devrait permettre d'augmenter le volume des exportations ainsi que le traitement de produits agricoles à valeur ajoutée. L'entreprise Nishi Trading affirme vouloir réduire la dépendance de Tonga aux produits alimentaires importés, en développant les industries de transformation des aliments dans le pays, tout en augmentant les volumes d'exportation.

L'initiative du Triangle de Corail bénéficie de six millions de dollars débloqués par l'Australie

Le Triangle de corail correspond à une zone de l'océan Pacifique, comprenant les eaux autour de la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et le Timor Leste. L'initiative du Triangle de corail (ITC) porte sur la lutte pour la protection des massifs coralliens et la sécurité alimentaire dans la zone. Le Triangle de corail ne représente que 1 % de la surface de la planète, mais regroupe pourtant 76 % des espèces de coraux et environ 56 % des espèces connues de poissons de récifs. De la survie des coraux dépend celle des 100 millions de personnes qui vivent des ressources marines sur les côtes de ces pays. L'institution a bénéficié d'une enveloppe de plus de 572 millions de F CFP débloquée par l'Australie. Ces fonds serviront à gérer les écosystèmes marins et côtiers de ces pays, à développer l'écotourisme et à aider les populations à gérer les ressources halieutiques.

3 – Brèves locales

Renouvellement annuel du bureau de l'Assemblée Territoriale

Le 26 novembre dernier, l'ouverture à l'Assemblée territoriale de la session budgétaire 2014 a débuté par l'élection du bureau. M. Mikaele KULIMOETOKE a été élu Président et succède à M. Petelo HANISI. Le poste de vice-président revient à M. Sosefo MOTUKU. Mme Yannick FELEU et M. Petelo FALELAVAKI ont été respectivement désignés 1^{ère} et 2^{ème} Secrétaires.

Vote du budget primitif 2015

Les budgets primitifs adoptés par l'Assemblée territoriale pour l'exercice 2015 s'équilibrent ainsi :

- budget principal : 3,962 milliards de F CFP (2,919 milliards de F CFP en 2014)
 - section de fonctionnement : 3,050 milliards de F CFP (2,840 milliards de F CFP en 2014)
 - section d'investissement : 912 millions de F CFP (79 millions de F CFP en 2014)
- budget annexe du Service des Postes et Télécommunications (SPT) : 1,238 milliard de F CFP (684 millions de F CFP en 2014)
 - section de fonctionnement : 608 millions de F CFP (630 millions de F CFP en 2014)
 - section d'investissement : 630 millions de F CFP (54 millions de F CFP en 2014)

Les sections d'investissement des budgets primitifs sont en nette progression pour l'année 2015. La ligne d'investissement du budget principal augmente du fait d'abondements de l'État qui transitent sur le compte du Territoire (dont 403 millions de F CFP pour la construction d'un bâtiment sportif et 438 millions de F CFP à destination du service de l'Environnement pour la protection du littoral). Concernant le budget annexe du SPT, le financement de la mise en place de la téléphonie mobile sur l'archipel explique l'évolution de la section d'investissement.

Pour mémoire, l'installation de la téléphonie mobile représente un investissement de 786 millions de F CFP financés par deux emprunts, contractés auprès de la Caisse des prestations sociales locale (200 millions de F CFP) et auprès de l'Agence française de développement (370 millions de F CFP), et par une participation de l'État à hauteur de 216 millions de F CFP.

Bilan du colloque « Une agriculture durable au service de la population »

Un colloque international s'est tenu à Wallis fin novembre sur le thème de l'agriculture durable. Regroupant une vingtaine de participants originaires de pays et territoires voisins et des intervenants locaux, il avait pour objectif le partage de connaissances et d'expériences sur les méthodes de productions agricoles. Ce colloque a connu une forte adhésion de la part de la population locale. Ses conclusions vont contribuer à la définition des axes d'un plan pluriannuel pour le développement du secteur primaire sur le Territoire. Il s'agit d'assurer la pérennité de l'agriculture à Wallis-et-Futuna, à travers sa structuration et des actions de développement. L'agriculture occupe une place primordiale dans la vie de la population : 80 % des foyers ont une exploitation agricole et, en moyenne, 50 % de leur alimentation provient du travail de la terre et de la mer.

Réflexion sur la desserte aérienne inter-îles

La liaison aérienne entre Wallis et Futuna est assurée par la société Aircalin, selon une convention signée avec le Territoire qui prendra fin en 2018. La compagnie a informé l'Assemblée territoriale qu'elle souhaitait, pour poursuivre l'exploitation de la desserte, le renouvellement des appareils permettant d'assurer la liaison. Il s'agit des deux twin otter qui ont chacun été exploités pendant plus de 40 ans. Leur coût de maintenance représente en effet près de la moitié du budget alloué au fonctionnement de la desserte inter-îles par le Territoire. Un groupe de travail a été constitué à l'Assemblée territoriale en août dernier afin de réfléchir sur les différentes alternatives possibles pour la desserte entre Wallis et Futuna. Il a également été fait appel au département des transports du Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique pour qu'une expertise soit réalisée, laquelle sera présentée en avril prochain. Plusieurs pistes sont à l'étude ; l'une d'elles porterait sur le remplacement d'un seul de ces deux aéronefs et la mise en place d'une desserte maritime mixte (passagers-fret). Ce projet serait éligible pour un financement au titre du XI^e FED.

Demande de dérogation pour la légalisation des jeux de hasard

En début de mois, l'Assemblée territoriale a adopté à la majorité une délibération ayant pour objet la demande d'une dérogation spéciale pour autoriser les jeux de hasard sur le Territoire. L'objectif est de fixer un cadre réglementaire pour l'organisation des jeux à Wallis-et-Futuna, qui ont eu tendance à se développer au cours des dernières années malgré leur interdiction. Une campagne de prévention visant à réduire l'activité a été organisée par les autorités locales en 2014. Cette action a été complétée en fin d'année par la mise en œuvre de sanctions à l'encontre de contrevenants.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna pour le 3^e trimestre 2014. Ces notes sont téléchargeables sur notre site Internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne143_tendances_tendances_conjoncturelles_3t2014_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_bancaires_et_monetaires_3t2014_wallis.pdf

L'IEOM vient également de publier une note expresse : le secteur primaire à Wallis-et-Futuna, décembre 2014.

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne141_eclairage_le_secteur_primaire_a_wallis-et-futuna.pdf

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

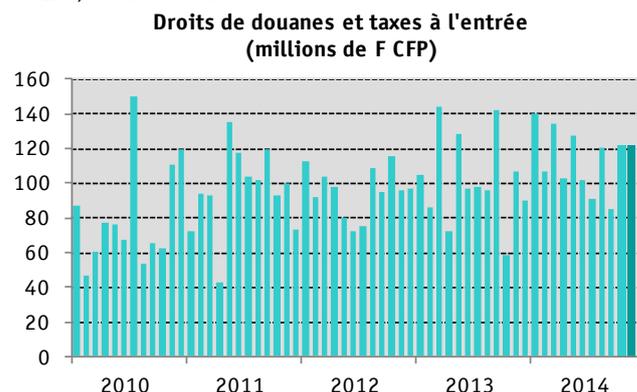
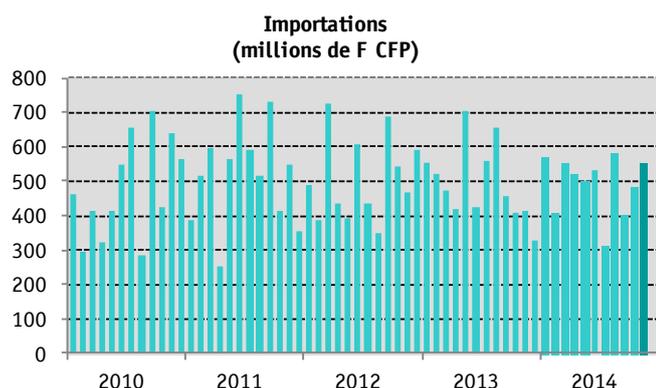
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

		Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 14	115,60	-	0,5%
SMIG mensuel en XPF		nov-14	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-14	2 158	-	0,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	nov-14	556	14,8%	33,8%
	cumulées	nov-14	5 418	-	-3,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-14	121	-0,1%	13,4%
	cumulés	nov-14	1 253	-	10,3%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	nov-14	37	-19,9%	2,4%
	cumulées	nov-14	429	-	7,1%

SECTEURS D'ACTIVITÉ		Données brutes			
			▲/mois	▲/an	
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-14	1 607	16,9%	-2,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	638	12,4%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	145	3,8%	3,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-14	2 566	55,5%	-22,8%
	cumulé	août-14	16 865	-	-14,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-14	1 590	79,7%	51,4%
	cumulé	oct-14	10 900	-	4,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-14	4	100,0%	0,0%
	cumulées	nov-14	33	-	-26,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-14	25	78,6%	66,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

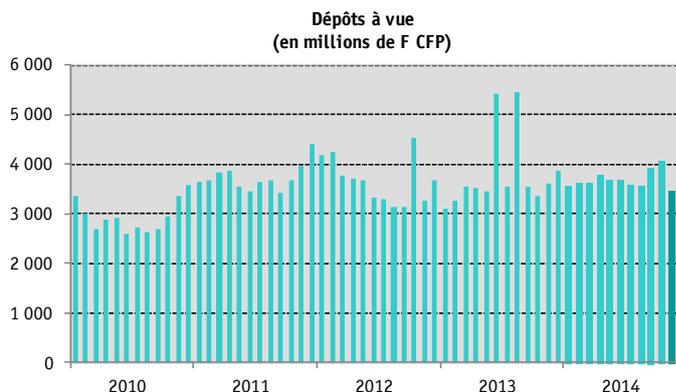
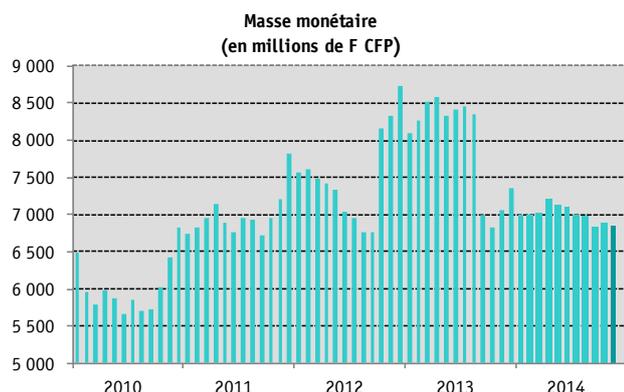


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

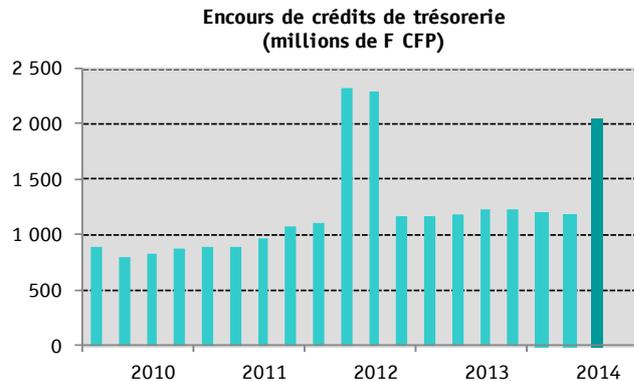
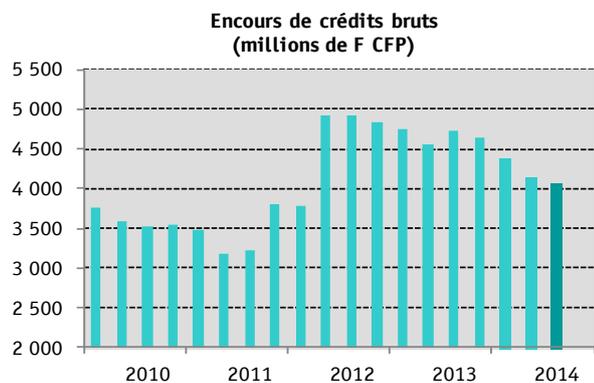
en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 137	2 063	2 074	0,5%	-3,0%
Dépôts à vue	3 593	4 041	3 457	-14,4%	-3,8%
Total M1	5 730	6 104	5 531	-9,4%	-3,5%
M2-M1	493	505	499	-1,2%	1,3%
Total M3	7 053	6 899	6 850	-0,7%	-2,9%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

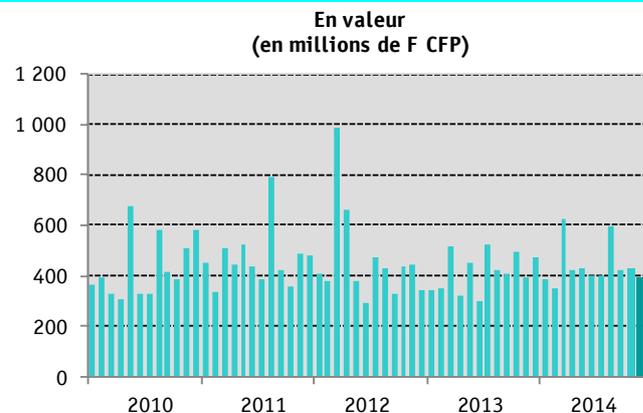
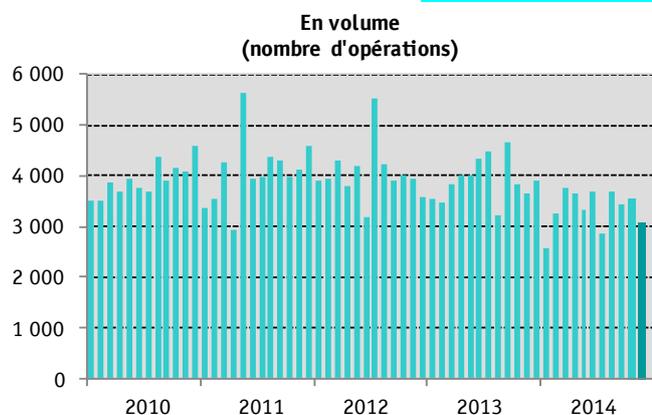
en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
Total encours brut	4 929	4 736	4 070	-14,1%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	nov-13	oct-14	nov-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 646	3 540	3 088	36 894	-12,8%	-15,3%
Compensation (en millions de CFP)	395	433	395	4 863	-8,6%	0,2%



Incidents bancaires

Augmentation du nombre d'incidents de paiement sur chèque sur l'année

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	41	79	49	913	-38,0%	19,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	13	-	-

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	358	348	336	-3,4%	-6,1%
- dont personnes physiques	345	333	321	-3,6%	-7,0%
- dont personnes morales	13	15	15	0,0%	15,4%

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	16	18	12,5%	20,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,05	115,60	0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	novembre	13	15	15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	785	788	0,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	111	158	42,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	97	77	-20,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 155	2 158	0,1%
dont secteur privé	juin	871	870	-0,1%
dont secteur public	juin	1 284	1 288	0,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	novembre	345	321	-7,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	novembre	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	novembre	831	913	9,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 525	1 396	-8,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	837	823	-1,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	268	265	-1,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	89	90	1,1%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 595	5 418	-3,2%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 548	1 716	10,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	novembre	1 136	1 253	10,3%
dont taxes intérieures de consommation	novembre	400	429	7,1%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	novembre	3 593	3 457	-3,8%
M1	novembre	5 730	5 531	-3,5%
M2	novembre	6 223	6 030	-3,1%
Dépôts à terme	novembre	830	820	-1,3%
M3	novembre	7 053	6 850	-2,9%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
septembre		4 736	4 070	-14,1%
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
dont crédits à la consommation	septembre	1 245	1 161	-6,8%
dont crédits à l'habitat	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
dont crédits d'exploitation	septembre	76	921	1110,9%
dont crédits d'investissement	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
dont assurances-vie	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	1 659	-25,3%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/11/2014	31/10/2014	Var. M-1
EONIA	0,1280%	0,0820%	+ 0,046 pt
EURIBOR 1 mois	0,0200%	0,0100%	+ 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,0820%	0,0860%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,1800%	0,1890%	- 0,009 pt
EURIBOR 12 mois	0,3310%	0,3400%	- 0,009 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	nov.-14	oct.-14	Var. M-1
TMO	1,3800%	1,4800%	- 0,100 pt
TME	1,1800%	1,2800%	- 0,100 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014
taux JJ	0,170%	0,170%	0,170%	0,047%	0,043%	0,044%	0,425%	0,480%	0,500%
3 mois	0,205%	0,270%	0,280%	0,106%	0,114%	0,116%	0,600%	0,600%	0,610%
10 ans emprunts phares	2,200%	2,340%	2,490%	0,420%	0,460%	0,520%	1,920%	2,240%	2,430%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	<u>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</u>	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	95,5954	1 NZD/XPF	75,1507	1 HKD/XPF	12,3269	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	80,7988	1 AUD/XPF	81,4718	1 SGD/XPF	73,3537	100 VUV/XPF	96,7965	1 FJD/XPF	48,8524